

LE TRIBUNAL DE SIDI-M'HAMED A RENDU HIER SON VERDICT**Les ex-P-dg du port d'Alger lourdement condamnés**

De lourdes peines ont été prononcées, hier, par la présidente de la 3^e chambre pénale relevant du tribunal correctionnel de Sidi-M'hamed, à l'encontre des mis en cause dans l'affaire du port d'Alger. Le verdict prononcé, hier, en début de matinée stipule la condamnation des deux ex-P-dg du port d'Alger respectivement à quatre et six années de prison ferme.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Mis en délibération sous quinzaine, le verdict prononcé, hier, a été qualifié par les avocats de la défense de «très sévère».

En effet, le tribunal correctionnel de Sidi-M'hamed a condamné les deux ex-P-dg du port d'Alger en l'occurrence MM. Ali Farah et son successeur Bourouaï Abdelhak respectivement à quatre et six années de prison ferme.

La même instance a prononcé des peines de six et trois années dont une avec sursis respectivement à l'en-

contre de l'ex-directeur du patrimoine du port d'Alger et de deux opérateurs privés.

Six relaxes ont été prononcées en faveur de six autres personnes exerçant au niveau du port d'Alger.

Pour rappel, l'accusation avait requis des peines de dix ans de prison ferme contre dix prévenus, dont les deux ex-présidents-directeurs généraux du port d'Alger, Farah Ali et Bourouaï Abdelhak, poursuivis pour association de malfaiteurs et conclusion d'un contrat en violation des dispositions de la loi et de la régle-



Photo : Samir Sid

La défense qualifie le verdict de très sévère.

mentation pour l'octroi d'avantages injustifiés à autrui. Les avocats de la défense, qui comptent d'ores et déjà faire appel du verdict prononcé hier, considèrent que la représentante du ministère public, qui estime que les faits «sont graves», n'a apporté aucune preuve d'une quelconque relation entre les prévenus pour étayer le délit d'«association de malfaiteurs» ou de «trafic d'influence», de «dilapidation de deniers publics», de «faux et usage de faux» et de «passation de contrat contraire à la réglementation des marchés publics».

Lors de sa plaidoirie, la défense a plaidé l'innocence, arguant que l'affaire relève du droit maritime et non du code pénal. «Le réquisitoire et la peine de 10 ans de prison ferme demandée pour l'ensemble des prévenus sont jugés excessifs par rapport aux griefs», a-t-on souligné.

«Le parquet ne s'est pas soucié pour comprendre le dossier. Nous ne comprenons pas pourquoi lorsque l'enquête préliminaire est menée par le Département du renseignement (DRS), les magistrats ne font qu'avaliser l'enquête. Dans le dossier, même la conclusion de cette enquête n'est pas disponible. Nous sommes devant un tribunal correctionnel, il faut des preuves que nous ne trouvons pas. Le dossier est vide et les cadres qui ont donné plus d'une trentaine d'années à l'administration auraient pu être récompensés en fin de carrière au lieu de se retrouver en prison. Leur présence ici est une flagrante injustice. Ali Farah était à la retraite depuis déjà quatre ans avant que l'affaire n'éclate ; il y a prescription», avait soutenu lors de sa plaidoirie, l'avocat Mokrane Aït Larbi.

A. B.

TRIBUNAL D'ORAN**Incidents entre parquet et avocats au procès de l'affaire Sonatrach**

Le procès de l'affaire Sonatrach/Safir SPA, impliquant l'ex-n°2 de la compagnie pétrolière nationale et ex-P-dg de sa filiale Aval, Feghouli Abdelhafid, qui a débuté hier au niveau du tribunal du pôle judiciaire spécialisé d'Oran, a connu plusieurs coups de théâtre des plus inattendus.

Tout a commencé quand l'avocat de la partie civile, la Sonatrach, Maître Frimi Ahmed, a déclaré à la cour : «Sonatrach n'a jamais déposé plainte dans le cadre de cette affaire et nous n'avons jamais été entendus. Si nous nous sommes constitués partie civile au lendemain de l'éclatement de cette affaire, c'est uniquement pour avoir un droit de parole et d'accès au dossier. Si dès le départ, on avait donné la parole à la partie civile (Sonatrach, ndr) ces cadres algériens ne seraient probablement pas aujourd'hui en prison. Sonatrach n'a subi aucun préjudice», dira M^e Frimi Ahmed.

A cet instant, la juge de l'audience intervient pour dire : «Maître, vous n'êtes pas ici pour prendre la défense des accusés, leurs avocats s'en chargeront lorsque la parole leur sera accordée.» Malgré cette remarque, l'assistance, composée en majorité des proches des accusés, a vivement applaudi l'intervention de l'avocat de la partie civile.

Le coup de théâtre sera suivi une heure plus tard par un autre après l'incident entre le procureur de la République et les avocats de la défense. Dans son long réquisitoire, où il a repris, dans le détail, la genèse de cette affaire, le procureur de la République a déclaré : «Il est immoral pour la partie civile de défendre les accusés, et ce même s'il n'y a pas eu préjudice. Les 35 millions d'Algériens eux, avaient le droit de se constituer partie civile, car il s'agit de dilapidation de l'argent public.» Le terme «immoral» vaudra au procureur de la République la contestation des avocats de la

défense, menée par M^e Brahimi. Ce dernier n'hésita d'ailleurs pas à hausser le ton pour déclarer : «De quel droit osez-vous proférer de tels propos à l'encontre d'un confrère ?! Nous exigeons des excuses immédiates.» A partir de là, plus rien n'était contrôlable. Les avocats, y compris celui de la partie civile, se sont retirés poussant ainsi la présidente de l'audience à suspendre la séance.

Cinq minutes plus tard, alors qu'on pensait l'incident clos après l'intervention du procureur de la République qui a déclaré : «Si toutefois certains de mes propos ont pu heurter quelque personnes, eh bien ceci n'était pas mon intention», les avocats ont exigé qu'il retire le mot qu'il a utilisé et qu'il présente des excuses claires. Ce qui n'a pas été le cas. Et là, les avocats se retirent une seconde fois. Quelques minutes plus tard, ils sont tous convoqués au bureau de la juge. Leur retour dans la salle laisse croire que des excuses aient été présentées aux avocats.

Le réquisitoire a ainsi repris et le procureur de la République a requis six ans de prison ferme assorties d'une amende d'un million de dinars à l'encontre des accusés Benamar Touati, ex-responsable de l'entreprise Cogiz, filiale à 100% de Sonatrach, et Feghouli Abdelhafid, ancien vice-président de Sonatrach-Aval et P-dg par intérim du groupe Sonatrach, nommé à la direction de la compagnie Tassili Airlines en mai 2010. Ainsi que de l'ancien P-dg du groupe Sonatrach, Meziane Mohamed, en liberté provisoire, qui est sous contrôle judiciaire pour deux affaires, à

Alger et à Oran. Contre les deux autres accusés, Tidjini Nechnech, ex-DG de Safir SPA, et Henni Mekki, ex-directeur des études et du développement de l'activité Aval, le parquet a requis quatre ans de prison ferme et une amende d'un million de dinars. Durant le procès, il était question de savoir comment Sonatrach avait décidé de passer outre la réglementation en vigueur pour confier de gros contrats à Safir. Comment et pourquoi

l'activité Aval, dirigée par Abdelhafid Feghouli, avait-elle outrepassé la procédure d'appel d'offres via le Baosem (Bulletin d'offres du secteur de l'énergie et des mines) alors que rien ne justifiait le gré à gré, procédure d'urgence ? Les cinq accusés ont justifié ce recours en s'appuyant sur trois aspects : l'urgence des délais de réalisation, la sécurité et la compétence de Safir dans le domaine de l'engineering, ne considérant en cela

aucune entrave à la loi. Les témoins, quant à eux, dont dix sur treize étaient présents au procès, n'ont apporté aucun élément nouveau à cette affaire, si ce n'est qu'ils devaient faire le suivi du projet de manière ordinaire. Une fois l'incident entre les avocats et le procureur de la République clos, la partie civile a repris la parole pour préciser : «Il faut faire la distinction entre l'argent public et l'argent de Sonatrach, qui est une per-

sonne morale, certes soumise au contrôle de l'autorité publique, mais ceci ne constitue pas l'argent public.»

M^e Brahimi, avocat de la défense de l'accusé Henni, a pris la parole à 14h30 et ouvert ainsi la plaidoirie qui devait durer tout l'après-midi. Il dira sans ménagement que «ce procès est une pratique politicienne d'un dossier qui n'a rien à voir avec le judiciaire».

Amel B.

PLAN QUINQUENNAL 2010-2014**Les entrepreneurs algériens veulent voir leur part grandir**

Ayant été qualifiés, y compris par le ministre de l'Habitat, de «bricoleurs», les entrepreneurs algériens s'inquiètent de voir leur part du marché diminuer dans le cadre de l'exécution du plan quinquennal 2010-2014. L'Union générale des entrepreneurs algériens (UGEA), regroupant des opérateurs publics et privés du secteur du BTPH, anticipe et clame désormais un savoir-faire national aiguisé au long du quinquennat précédent.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le président de cette organisation patronale, Abdelmadjid Dennouni, a ainsi profité de la tribune que lui a offert le quotidien *El Moudjahid* pour défendre l'outil national de construction qui, selon ses chiffres, a réalisé 86% du plan quinquennal 2005-2009. Une part de marché qui a permis, souligne-t-il, aux entrepreneurs algériens, aussi bien publics que privés, d'acquiescer un savoir-faire appréciable, d'investir davantage et de se doter du matériel nécessaire. Chose qui leur permettra de mener avec beaucoup plus de performance le nouveau programme.

«C'est faux ce qu'ils disent de nous. Nous avons peut-être un problème de main-d'œuvre qualifiée mais nous l'avons réglé avec l'aide du

ministère de la Formation professionnelle et par la formation de nos ouvriers sur le tas même. Nous avons investi et maintenant nous sommes suffisamment outillés pour réaliser le nouveau programme dans les délais et à des prix concurrentiels», avance-t-il. Il ajoutera que «l'année 2010 a été consacrée aux études. L'Etat voulait éviter les erreurs commises lors du quinquennat précédent, un plan lancé plutôt dans la précipitation et les études n'étaient pas bien affinées, engendrant des retards et des surcoûts». Et de nuancer : «C'était une année de flottement. L'exécution du plan 2010-2014 fut retardée d'une année et elle ne commencera pas avant mai ou juin 2011. Nous avons perdu une année durant laquelle nous étions contraints, pour certains, à

assurer les salaires des travailleurs, juste pour les garder». Or, suggère-t-il, l'Etat doit favoriser l'outil national de réalisation dans toutes ses composantes et pas uniquement les entreprises publiques. «Dans un souci de créer des champions nationaux dans le secteur du BTPH, des contrats de performance ont été signés au profit d'un nombre d'entreprises publiques, ce qui leur permet de bénéficier de marchés suivant la formule de gré à gré. Cette option nous inquiète. Plusieurs entreprises privées présentent les capacités organisationnelles indispensables. Pourquoi leur faire signer des contrats de performance. L'Etat leur demande des comptes comme les entreprises publiques. Nous proposons plutôt d'ouvrir le capital de ces entreprises et les livrer à la concurrence et non pas de faire dans le protectionnisme, c'est la seule solution à même de permettre le développement de ces entreprises», déclare-t-il. Le président de l'UGEA s'est également plaint de la complexité des procédures administratives. «Les structures décentralisées du

ministère des Ressources en eau continuent d'exiger la spécialisation dans les cahiers des charges pour des tâches simples (retenues collinaires...), faisant fi des instructions du ministre», note-t-il, à titre d'exemple.

Il convient enfin de signaler que l'intervention du DG de la Cacobath (Caisse nationale des congés payés et du chômage intémpéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique), Mourad Zemali, est venue corriger certains chiffres invraisemblables que M. Dennouni a eu à communiquer pour plaider en faveur de l'outil national de réalisation. Des chiffres sur l'emploi et la part du privé dans ce secteur. «Au 31 décembre 2010, la Cacobath a enregistré 5 276 entreprises publiques actives, 62 447 entreprises privées dont 791 étrangères pour un total de 1 030 000 emplois (les déclarés). Cela fait que les entreprises publiques représentent 220 000 emplois, soit 25 %, contre 770 000 pour le privé algérien. Les entreprises étrangères emploient 36 000 salariés», précise M. Zemali.

L. H.